

Félicie au Liban : les drames et la solidarité

Félicie a été envoyée comme volontaire au Liban pour travailler au sein du programme des « couloirs humanitaires ». Depuis 2017, ce dispositif permet de faire venir en France des réfugiés particulièrement vulnérables, par des voies légales et en évitant les « routes de la mort » comme celles qui passent par la Méditerranée. Le Défap y participe à travers des envoyés, qui travaillent à Beyrouth pour la Fédération de l'Entraide Protestante (FEP). Depuis la fin de l'année, elle a été obligée de quitter le pays pour des raisons de sécurité, mais continue à travailler à distance. Un défi supplémentaire pour l'équipe des « couloirs humanitaires ».



Dans un camp de réfugiés au nord du Liban © Félicie pour Défap

[Téléchargez cette lettre de nouvelles en pdf](#)

Je suis Félicie, en contrat VSI au Liban pour le programme des Couloirs Humanitaires depuis Octobre 2021. L'année 2023 avait bien commencé pour notre projet de réinstallation de familles réfugiées au Liban vers la France par les voies d'accès légales et sûres encadrées par la Fédération de l'Entraide Protestante.

Puis j'étais de plus en plus heureuse à Beyrouth, m'y sentais de plus en plus chez moi.

Nous avons pu effectuer en 2023 quatre voyages de plusieurs familles d'origine syrienne ou de Palestiniens de Syrie vers des collectifs d'accueil en France. La situation en Syrie

malgré le peu de couverture médiatique est catastrophique au niveau sécuritaire et humanitaire, avec la poursuite de bombardements affectant des civils, des enrôlements de force au service militaire ainsi que des arrestations arbitraires. Et ce, sans oublier les drames familiaux liés au tremblement de terre du 7 février 2023. Les familles présentes au Liban craignent d'être déportées avec un durcissement des autorisations de séjour au Liban pour ces réfugiés pour la plupart reconnus seulement en tant que déplacés.

De très belles histoires humaines lors des rencontres des familles au Liban, de leur accompagnement vers la France, et de leur parcours d'insertion grâce à l'accueil par collectifs citoyens m'ont permise de ne pas baisser les bras et d'être forte à la survenue des événements d'octobre 2023 tout proche du Liban, qui ont remis en cause ma présence au Liban, ainsi que la stabilité du projet.

Je ferai part de belles histoires dans une lettre séparée.



Vue du camp de réfugiés palestiniens de Chatila, en place depuis 1948 © Soledad André pour Défap

J'ai dû quitter le Liban pour des raisons de sécurité en tant

que VSI, et continuer à travailler à distance. Tenter d'être rassurante notamment pour les familles au Sud Liban, dans un contexte volatile, triste, dangereux, n'est pas chose simple ; mais j'ai pour ma part la chance d'être en sécurité et extrêmement soutenue par le Défap et par mes collègues. L'ambassade de France ainsi que la plupart des partenaires sur place et moi-même, n'étions plus en capacité de faire avancer les dossiers des familles au moment où l'urgence était la plus extrême.

Ces événements ont resserré les liens d'équipe et les liens sur place au Liban, afin de trouver des solutions pour sauver le projet dans un tel contexte. Janvier 2024 semble bien débuter, nous travaillons beaucoup, et sommes pleins d'espoir.

Je trouve en ce moment très peu de mots pour exprimer tout ce que j'ai dans le cœur et dans l'âme donc je resterai sur une lettre de nouvelles courte. Si je laisse tout ce qui est personnel de côté, car cela reflète mon état d'esprit actuel, je n'arrive à penser qu'aux autres, à ceux qui souffrent.

Face à cet embrasement au Moyen-Orient, j'ose juste espérer que nous autres citoyens actifs pour leur prochain, puissions continuer à œuvrer, même de loin, pour ceux qui en ont besoin et je souhaite une nouvelle année un peu meilleure, faite d'amour et de soutien, à tous ceux qui me liront.

**Noémie : «J'ai mieux compris
ce qu'on peut vivre en étant**

étranger»

Noémie est partie à Beyrouth comme VSI pour une mission d'enseignement auprès d'enfants n'ayant pas accès à l'éducation dans de bonnes conditions : enfants de familles syriennes réfugiées au Liban, élèves issus de familles défavorisées et frappées de plein fouet par la crise des écoles libanaises, trop souvent fermées ces dernières années suite aux troubles sociaux... Orthophoniste de formation, elle vient d'Alsace. « Ça a changé ma façon de penser, par exemple vis-à-vis des personnes étrangères en France, témoigne-t-elle : avoir été moi-même une étrangère m'a permis de comprendre la solitude qu'on peut éprouver dans un autre pays, dont on ne parle pas la langue ».

Témoignage

de

Noémie



Volontaire
envoyée au
Liban



**Noémie : « J'ai mieux compris ce
qu'on peut vivre en étant
étranger »**

[Télécharger son témoignage](#)

[► Retour au sommaire de la rubrique « Témoignages »](#)

Couloirs humanitaires : «Je vous écris de Beyrouth...»

Depuis 2017, le programme des « couloirs humanitaires » permet de faire venir en France des réfugiés particulièrement vulnérables depuis le Liban, par des voies légales et en évitant les « routes de la mort » comme celles qui passent par la Méditerranée. Le Défap y participe à travers des envoyés, qui travaillent à Beyrouth pour la Fédération de l'Entraide Protestante (FEP). Félicie, actuellement sur place, évoque la dégradation de la situation au Liban... et les traumatismes ravivés par les derniers séismes qui ont touché la Turquie et la Syrie.



Dans un camp de réfugiés au nord du Liban © Félicie pour Défap

Je vous écris de Beyrouth, assise dans la salle d'attente du consulat français. Ce matin, le programme des Couloirs Humanitaires accompagne une famille pour une demande de Visa pour la France.

J'ai essayé un peu de les détendre ce matin, comme je le fais avant chacun de ces passages, qui constituent toujours une grande angoisse pour les familles. En effet, pour eux cet entretien va déterminer le cours d'une vie et plus que cela, le droit à la vie.

Depuis mon arrivée en tant que VSI au Liban, le pays n'a fait que de se dégrader de manière abyssale. Les conditions de vie et de sécurité des personnes réfugiées que j'accompagne dans le cadre des Couloirs Humanitaires se dégradent conjointement.

« Nous ressentons les secousses de chacun des séismes »



*De face, en bleu, Soledad André ancienne VSI envoyée par le
Défap ; à sa droite, avec le pantalon moutarde, Félicie,
actuelle envoyée travaillant sur le programme des couloirs
humanitaires © Félicie pour Défap*

Malgré les difficultés de mener une mission dans des conditions si volatiles, je vois un réel bond dans ma professionnalisation. Il faut composer au quotidien avec les différentes situations, économiques, politiques et sécuritaires. Sans cesse renforcer les partenariats, rechercher des solutions. Il faut innover dans la communication et la prise en charge de l'accompagnement légal, psychique et social des familles.

Je suis passionnée par ce que je fais ici et sens que les bénéficiaires, les collègues et les collectifs d'accueil en France ressentent la qualité de travail que je tente de fournir.

Dans cette lettre je souhaite attirer l'attention sur la situation toute particulière que nous vivons actuellement de par les séismes que le Liban ressent depuis le 6 février. Nous ressentons les secousses de chacun des séismes et des répliques de la faille en Turquie. Cela ravive les traumatismes auprès des familles réfugiées au Liban, qui ont vécu la peur des bombardements. Il s'agit d'une nouvelle vague de détresse. Les habitations et les tentes ont été fissurées. Les familles sont inquiètes pour leurs proches en Syrie. Je suis de très près les conséquences du séisme du 06 février, qui engendre une nouvelle vague de déplacements, de nouvelles stratégies géopolitiques et, fort malheureusement, de nouvelles inégalités de prise en charge des populations en fonction de leur nationalité.

À part ces nouvelles du terrain, assez inquiétantes pour les populations de cette région du monde, je suis toujours très heureuse au Liban. Mon fils a appris l'arabe et l'anglais en un an et demi, j'en suis très fière. Nous avons rencontré

beaucoup d'amis, et souhaitons continuer encore quelques temps cette aventure libanaise, tant qu'elle sera vivable au moins pour nous chanceux, détenteurs de passeports européens et de salaires en devise stable.

Félicie

Liban : les enfants de la crise

Élèves en décrochage scolaire du fait des crises à répétition des écoles libanaises, enfants de familles syriennes ayant fui la guerre et qui n'ont jamais été scolarisés : ce sont quelques-uns des profils d'élèves accueillis dans l'école où travaille Noémie, envoyée au Liban par le Défap. Des enfants qui ont déjà vécu trop de choses, mais attachants malgré leurs difficultés à s'adapter aux attentes du milieu scolaire... Témoignage.



Noémie avec ses élèves © Safe Haven, Beyrouth

Quel est le cadre de votre mission ?

Noémie : Je suis actuellement VSI (Volontaire de Solidarité Internationale) au Liban, pour une mission de deux ans. Je suis co-envoyée par le Défap et un autre organisme protestant : Mena. Je suis enseignante de français dans un centre d'éducation pour enfants dits « à risque », qui n'ont pas accès à l'éducation dans de bonnes conditions.

Quels sont leurs profils ?

Il y a tout d'abord beaucoup d'élèves syriens. Un grand nombre de réfugiés sont arrivés de Syrie au cours des dix dernières années, et les familles n'ont pas toujours pu scolariser leurs enfants parce qu'il n'y avait pas de place dans les écoles ; ou alors, uniquement dans des écoles privées, qui sont payantes, et les frais de scolarité sont hors de portée de parents ayant fui la Syrie. Deux des classes sont pour des enfants plus âgés, dix ans ou plus, et qui n'ont jamais été scolarisés. C'est donc leur première année ; et le projet de ce centre, c'est de leur permettre d'entrer dans les apprentissages, en espérant qu'ils puissent rejoindre un circuit d'enseignement classique.

Un deuxième profil d'élèves que l'on trouve dans cette école : des enfants majoritairement libanais, qui sont scolarisés le matin dans des écoles publiques, et pour lesquels il faut faire du soutien scolaire. Comme le reste du pays, les écoles publiques sont en crise au Liban : elles ont été très souvent fermées ces dernières années suite aux troubles sociaux, à l'épidémie de Covid-19, à l'explosion du port de Beyrouth, aux nombreuses grèves... Du coup, les inégalités se sont creusées entre les enfants de familles qui avaient la possibilité d'aider leurs enfants dans leur scolarité, et les autres, qui ont très peu progressé dans leurs apprentissages. Or les cours se poursuivent comme si l'école n'avait jamais arrêté, les programmes n'ont pas évolué en fonction de toutes ces interruptions, et les attentes vis-à-vis des élèves ne prennent pas en compte le retard pris dans les cours : on pourra demander par exemple à des classes de primaire de lire

des textes en sciences... alors que les bases de la lecture ne sont pas maîtrisées.

Il y a aussi un programme pour les plus petits, destiné surtout à des enfants de réfugiés syriens qui risquent d'avoir du mal à entrer dans les apprentissages et à s'habituer à l'école. On leur apprend à tenir un crayon, on leur montre des livres, des albums... Il s'agit aussi de leur apprendre à suivre des consignes, écouter l'enseignante, travailler en groupe...

Quelles ont été vos premières impressions du Liban ?

Contradictaires. D'un côté, j'apprécie beaucoup l'accueil ; l'hospitalité est une valeur très importante... Spontanément, les gens m'invitent, ils ont envie de me faire découvrir leur culture. Ils se montrent honorés et touchés que je fasse l'effort d'apprendre l'arabe. Ils me font découvrir la gastronomie du pays. Mais d'un autre côté, on voit bien que tout le pays est en crise ; et ceux que j'interroge ont un regard assez pessimiste sur la situation de leur propre pays. Il est difficile pour eux de se projeter dans l'avenir. La pauvreté est visible dans les rues : des enfants mendient, trient des déchets...J'ai aussi rencontré des personnes âgées qui ont plus de 70 ans et qui doivent travailler, faute de système de retraite. Ça fait mal au cœur.



Élèves de l'école où travaille Noémie © Safe Haven, Beyrouth

Et vos premières impressions du lieu où se déroule votre mission ?

À mon arrivée, j'ai été d'emblée immergée dans la culture locale. Au quotidien, mes collègues parlent arabe : j'ai dû m'adapter, même si je manque encore de maîtrise de la langue. Mais j'ai été aidée jour après jour, on m'a tout expliqué du fonctionnement de l'école.

Pendant tout le mois de décembre, j'étais en phase de découverte : j'ai pu voir comment travaillaient les autres enseignants, donner des coups de main, faire connaissance avec les enfants... C'était une période assez festive : au début du mois, on fête la Sainte-Barbe – une tradition importante dans la culture libanaise. Ensuite, il y a eu Noël. C'était un bon contexte pour apprendre à connaître les élèves.

Puis, au mois de janvier, j'ai vraiment commencé à enseigner après avoir vu, en concertation avec la directrice, sur quels projets je pouvais m'impliquer. J'anime donc, le matin, un atelier d'initiation au français pour les élèves des deux classes de maternelle ; et l'après-midi, je fais de l'aide aux devoirs. J'ai aussi commencé à enseigner les maths dans une des classes destinées aux élèves plus âgés qui n'ont jamais été scolarisés. Ce qui présente quelques difficultés : d'abord, bien sûr, il faut que je maîtrise les nombres en arabe ; ensuite, et c'est le principal défi, ces enfants qui ne sont jamais allés à l'école ont des niveaux très hétérogènes, et aucune habitude de ce qui est attendu des élèves. Ils ont du mal à rester assis, à tenir un crayon, à se repérer dans le temps (ils peuvent confondre les jours de la semaine ou les mois du calendrier)... C'est donc par là que j'ai commencé : leur apprendre à se repérer dans un calendrier. Puis je me suis mis à reprendre les bases en mathématiques. Ce qui me touche, même s'ils sont chahuteurs, c'est qu'ils sont très désireux d'apprendre et très respectueux, on sent chez eux une envie de s'impliquer et d'apprendre. Ils sont très attachants.

Quelles images, quels souvenirs vous ont le plus marquée depuis votre arrivée au Liban ?

Ma colocataire et moi avons été invitées dans une famille de réfugiés syriens : nous avons vécu là des moments forts, parmi des gens très accueillants. Il nous était difficile de communiquer du fait de l'obstacle de la langue... et pourtant, nos hôtes avaient tellement envie de nous accueillir ! Je me souviens d'une petite fille de douze ans qui a joué le rôle de la maîtresse de maison à notre arrivée, qui nous a servi le thé : elle était très touchante...

Une autre image qui me revient : celle d'une petite fille de maternelle, à l'école où je travaille. Une élève très agitée, qu'il faut tout le temps rappeler à l'ordre : nous savons qu'elle vient d'une famille nombreuse où elle n'a peut-être

pas toute l'attention dont elle aurait besoin. À la fin d'un cours, elle m'avait demandé de lui lire une histoire, dans un livre qu'elle avait avec elle : c'était « La petite marchande d'allumettes ». C'est une histoire triste ; on y parle de pauvreté, de froid, d'hiver, de mendicité... Je ne voulais pas lui lire la fin car elle est vraiment désolante. Et elle m'écoutait, très attentive... Je me suis demandée pourquoi cette petite fille voulait que je lui lise précisément ce livre. Je ne suis pas du tout sûre qu'un élève de son âge, dans une classe en France, aurait eu le même intérêt pour une telle histoire... Et elle a rapporté le même livre semaine après semaine. Elle voulait toujours que je le lui lise. Je me demandais quel écho cette histoire éveillait chez elle. J'étais très touchée de vivre ces moments-là avec elle.

J'ai aussi été frappée de la réaction des gens lors du séisme qui a frappé la Turquie et la Syrie. On l'a ressenti aussi au Liban, mais pas très violemment ; pourtant, il y a eu une forte émotion toute la semaine. Certains disaient que les secousses leur avaient rappelé l'explosion du port de Beyrouth. On sentait que c'était un moment qui ravivait pas mal de traumatismes. Et parmi les familles syriennes, beaucoup ont encore perdu des proches...

En communion avec l'Action Chrétienne en Orient

Les célébrations du centenaire de l'Action Chrétienne en Orient (ACO), organisme missionnaire proche du Défap et qui met en relation, depuis 1922, les communautés

chrétiennes d'Occident avec celles de pays comme la Syrie, le Liban, l'Iran ou l'Égypte, vont tourner en ce début d'octobre autour de l'accueil de grands témoins internationaux, d'abord en Alsace, puis à Paris. À l'occasion du culte organisé dimanche prochain à Strasbourg, nous vous invitons à reprendre la prière d'intercession qui sera prononcée par des témoins de différents pays à l'église protestante Saint-Pierre-le-Jeune.



Mathieu Busch, pasteur et directeur de l'ACO, lors d'une animation dans une paroisse de l'UEPAL © ACO

Les célébrations du centenaire de l'Action Chrétienne en Orient (ACO) ont déjà commencé dans la région de Strasbourg, avec deux déléguées venues en avance : [Houri Moubahiajian \(de Syrie\)](#) et [Taline Mardirossian \(du Liban\)](#), de l'Union des Églises Évangéliques Arméniennes au Proche-Orient. Elles découvrent Strasbourg, l'Alsace et de nombreux lieux et acteurs de l'UEPAL. Au programme : participation à un culte

missionnaire à Schillersdorf (consistoire de Pfaffenhoffen), visite du service de l'enseignement religieux et de la catéchèse, découverte de la maison protestante de la solidarité, de la Médiathèque Protestante, du musée Oberlin, de la faculté de théologie protestante, découverte de la paroisse de la Meinau, visites à Strasbourg, Colmar et autres lieux...



L'ACO reçoit à Strasbourg la Syrienne Houri Moubahiajian et la Libanaise Taline Mardirossian © ACO

Le week-end qui vient marquera [le lancement officiel des célébrations](#), avec un premier événement organisé samedi 1er octobre au Temple Neuf qui accueillera, tout au long de l'après-midi, des tables rondes et [un concert](#). Deux de ces tables rondes évoqueront notamment le positionnement et l'action des Églises orientales, dans des pays où se multiplient les crises : « Espérer en temps de crise » avec le

pasteur libano-syrien Hadi Ghantous, et « Le travail humanitaire des Églises du Proche-Orient », avec le pasteur et théologie Wilbert van Saane de la NEST (faculté de théologie protestante de Beyrouth). Puis, le dimanche 2 octobre, débutera à 10 heures le culte du centenaire en l'église protestante Saint-Pierre-le-Jeune, en plein centre de Strasbourg.

À cette occasion, nous vous invitons à reprendre la prière d'intercession qui sera prononcée lors du culte par des témoins venus de différents pays :

Seigneur, notre Dieu, nous voulons joindre les mains pour te confier, avec espérance, les défis de notre monde et les souffrances de ceux qui luttent pour une vie digne.

Nous te prions pour l'Orient, pour tous ces pays violemment touchés par de nombreuses crises et conflits, et pour toutes ces personnes frappées par l'injustice de situations cruelles qu'elles n'ont pas choisies.

Seigneur, avec espérance nous te remettons nos frères et sœurs d'Orient.

Nous te prions pour l'Occident, pour ces pays dit développés et puissants mais qui connaissent aussi de grandes fragilités : le conflit en Ukraine, la tentation de la fermeture et du rejet de l'autre, l'inquiétude des plus défavorisés.

□ *Nous te confions tous les déplacés et les exilés de notre terre*

Seigneur, avec espérance nous te confions nos frères et sœurs d'Occident.

Nous te prions pour tous ceux qui dans notre monde sont forcés de quitter leurs foyers sous le coup de la guerre, de conditions de vie dégradées, du changement climatique.

Seigneur, avec espérance nous te confions tous les déplacés et les exilés de notre terre.

Nous te prions pour notre planète bouleversée par l'impact des activités humaines qui mettent en péril l'existence de nombreuses espèces végétales et animales, la régulation du climat et les conditions de vie de millions d'êtres humains.

Seigneur, avec espérance nous te confions l'immense écosystème rempli de vie que forme notre terre.

Nous te prions pour ton Église, à la fois universelle et riche de sa diversité, pour son témoignage et son engagement en ton nom, au service de la Vie. Nous te prions pour les partenaires de notre communauté ACO, pour notre coopération et communion afin qu'elle soit toujours guidée par ton amour.

Seigneur, avec espérance nous te remettons tous ceux qui œuvrent pour la paix, la justice et la vérité.



*Aide scolaire au Centre d'Action Sociale de Bourj Hammoud ©
ACO*

Centenaire de l'ACO : à la rencontre de deux grands témoins

À l'occasion des célébrations de son centenaire, l'ACO, organisme missionnaire proche du Défap, va faire venir entre fin septembre et début octobre, à Strasbourg d'abord, puis à Paris, des invités de divers pays représentatifs de la structure internationale qu'est aujourd'hui l'ACO-fellowship. Parmi eux, deux membres de l'Union des Églises Évangéliques Arméniennes du Proche-Orient : Talin Mardirossian, libanaise, assistante sociale à Bourj Hammoud, près de Beyrouth, et Hourï Moubahiajian, théologienne et catéchète en Syrie, épouse du pasteur Bchara Moussa Oghli de l'Église du Christ à Alep.



*Aide scolaire au Centre d'Action Sociale de Bourj Hammoud ©
ACO*

L'histoire de l'Action Chrétienne en Orient est faite de rencontres fortes, de relations d'amitié, de solidarité vécue dans les circonstances les plus difficiles. Elle trouve son origine dans l'action du pasteur alsacien Paul Berron, témoin direct des souffrances des Arméniens survivants du génocide turc. De là, des relations étroites nouées dès le début avec l'Église Évangélique Arménienne. Née au XIXe siècle à Constantinople au sein de l'Église Apostolique Arménienne, Église orthodoxe orientale autocéphale, elle se caractérisa dès l'origine par une volonté de retour au texte biblique, avec un accent particulier sur la doctrine du salut par la grâce en Jésus-Christ, et par des efforts de traduction de la Bible de l'arménien classique en langue moderne, afin de la rendre accessible au plus grand nombre. Un mouvement qui fut combattu par les autorités religieuses, au point qu'en 1846, tous les partisans de la réforme furent excommuniés par le Patriarche de Constantinople. À la veille du génocide de 1915,

l'Église Évangélique Arménienne comptait plus de 51.000 membres, de nombreuses églises, des écoles et des instituts de théologie. Quelques années après, en 1920, il n'en restait plus que 14.000, survivants du génocide. Ces réfugiés et exilés reconstituèrent alors des Églises dans leur pays d'accueil : en Syrie, au Liban, aux États-Unis... En France, l'ACO noua des liens forts avec ces communautés arméniennes protestantes expatriées et contribua à la création de l'Union des Églises Évangéliques Arméniennes de France. Et lorsque les missionnaires européens durent pour beaucoup quitter le Proche-Orient, c'est à l'Union des Églises Évangéliques Arméniennes au Proche-Orient que l'ACO remit ses bâtiments d'Alep.

Ces relations que l'ACO s'emploie à entretenir seront prochainement incarnées par deux témoins. Il s'agit de deux femmes venues, l'une du Liban, l'autre de Syrie : Talin Mardirossian et Houry Moubahiajian.

Talin Mardirossian et le Centre d'Action Sociale de Bourj Hammoud



Au Centre d'Action Sociale de Bourj Hammoud © ACO

Des adolescentes studieusement penchées sur leur table de travail, entre cartables et trousse : l'image que vous pouvez voir en ouverture de cet article pourrait évoquer une salle d'étude dans un collège en France. À ceci près qu'elle a été prise à Bourj Hammoud, dans la banlieue de Beyrouth ; et cette scène de vie ordinaire est déjà une victoire de la vie et de la solidarité.

Bourj Hammoud, avec ses 150.000 habitants, est en quelque sorte le « quartier arménien » de Beyrouth. C'est une banlieue qui s'est développée avec l'arrivée des premiers Arméniens survivants du génocide de 1915 ; c'était auparavant une zone de marécages. Les rescapés du génocide qui n'avaient pas disparu lors de la marche de la mort dans Deir ez-Zor ont d'abord obtenu le droit d'y construire des cabanes. Puis les cabanes sont devenues des maisons. Aujourd'hui, comme toute la capitale libanaise et ses banlieue, c'est devenu une zone urbaine densément construite et densément peuplée.

C'est à Bourj Hammoud que l'Union des Églises Évangéliques Arméniennes du Proche-Orient soutient un centre d'action sociale, le « SAC » (Social Action Committee). Son rôle est crucial dans un quartier qui reste largement défavorisé, avec de nombreux besoins sur les plans sociaux, éducatifs et sanitaires. Et qui a vécu depuis plus de dix ans les contrecoups successifs des crises que connaît la région : l'arrivée de réfugiés syriens en 2011 ; la crise économique qui a fait plonger une grande partie de la population libanaise sous le seuil de pauvreté à partir de 2019 ; les conséquences de la pandémie de Covid-19 ; l'explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020, qui a été comme le coup de grâce pour une société libanaise à bout de souffle... Aujourd'hui, les habitants de Bourj Hammoud, ce « quartier arménien » de Beyrouth, vivent pour beaucoup dans la plus grande précarité : personnes âgées sans retraite, familles sans ressources pour financer le quotidien et les soins de santé... Et le « SAC » apporte aide sociale, soutien financier pour les soins, aide au logement, aide éducative, accueil et soutien aux réfugiés syriens.

Le SAC est directement soutenu par l'ACO Fellowship pour ses actions de solidarité. Il fonctionne grâce à des bénévoles encadrés par deux assistantes sociales : Lena Danaoghlian, la directrice, et Talin Mardirossian.

C'est cette dernière qui pourra témoigner, à Strasbourg d'abord, puis à Paris, de ce qui se vit au quotidien au Centre d'Action Sociale de Bourj Hammoud. Le « SAC » a été un des bénéficiaires des collectes spéciales menées par l'ACO après l'explosion du port de Beyrouth. Son action est également reconnue par la Fondation du Protestantisme.

Houri Moubahiajian et l'Église du Christ à Alep



Un quartier détruit par la guerre à Alep © ACO

Houri Moubahiajian est syrienne, professeure de religion à Alep. Elle est l'épouse du pasteur Bchara Moussa Oghli de l'Église du Christ, paroisse protestante arménienne d'Alep, en Syrie. Il faut savoir que cette Église est en fait directement issue du centre missionnaire de l'Action Chrétienne en Orient, qui avait été créé pour apporter un soutien tout à la fois matériel et spirituel aux Arméniens rescapés du génocide de 1915 et qui venaient s'entasser par milliers dans des camps misérables aux portes d'Alep.

Malgré la guerre civile, le pasteur Bchara Moussa Oghli a poursuivi son ministère sur place. Et en pleine guerre, l'Église du Christ a choisi de continuer à assumer son rôle d'Église, en dépit des risques encourus par tous. Avec une volonté de confiance, un amour du prochain et une spontanéité qui s'opposaient aux mécaniques de la division et de la guerre qui étaient à l'œuvre à travers la Syrie. Comme l'écrivait en

mai dernier le pasteur Bchara Moussa Oghli : « D'habitude, quand les choses se passent bien dans tel ou tel domaine et après qu'une analyse et une planification ont été faites en amont, le mérite en revient à ceux qui ont fait cette analyse et cette planification. C'est tout à fait vrai dans le cas du Génocide de 1915. Le Génocide a été catastrophiquement bien planifié, brutalement exécuté et douloureusement efficace.

Quant à une société missionnaire comme l'Action Chrétienne, venue en Orient pour aider les survivants de ce Génocide, qui pourrait revendiquer un quelconque crédit pour une planification préalable ? Ce n'était dans les rêves de personne de la mission, pas seulement dans ses premiers pas, mais aussi dans les étapes précédant la vie missionnaire. Au contraire, la plupart du temps, il s'agissait de réactions spontanées de personnes engagées qui, dans des circonstances exceptionnelles, avaient pour seul but de laisser : « ... l'amour chrétien et la charité... intervenir pour soigner quelque peu les blessures. »

On pourrait en dire autant de l'agression de la Syrie à la mi-mars 2011, près d'un siècle après le Génocide. Car cette agression avait aussi été catastrophiquement bien planifiée, brutalement exécutée et douloureusement efficace. Quant à l'Église du Christ à Alep, elle a réagi de façon candide et a résisté au travers des gens qui la servaient lorsque cette agression écrasante s'est installée, ils ne comptaient que sur Dieu. Il était absolument vital que l'Église du Christ à Alep n'ait aucune stratégie ou programme à long terme et puisse s'engager pleinement dans ses ministères quotidiens habituels. »

Le programme des rencontres

Talin Mardirossian et Hourì Moubahiajian seront reçues par l'ACO fin septembre à Strasbourg pour prendre part à diverses rencontres : participation à un culte mission à Schillersdorf (consistoire de Pfaffenhoffen), visite du service de l'enseignement religieux et de la catéchèse, découverte de la

SEMIS, de la Médiathèque Protestante, visites à Strasbourg, Colmar et autres lieux... Cet échange est réalisé dans le cadre de l'ACO Fellowship, la structure internationale de l'Action Chrétienne en Orient, et fait suite à un premier voyage qui avait vu l'accueil de la pasteure Petra Magne de la Croix et de M. Éric Faure au Liban et en Syrie en 2019. Taline et Hourì rejoindront ensuite les nombreux délégués qui viendront à Strasbourg, puis à Paris, pour les rencontres du Centenaire de l'ACO.

Cent ans d'espérance : de l'ACO à l'ACO-Fellowship

1922-2022 : voilà un siècle que l'Action Chrétienne en Orient construit des ponts entre les Églises protestantes de France et du Proche-Orient. À l'occasion des célébrations organisées en ce mois d'octobre à Strasbourg et Paris, petit retour sur l'histoire de cette œuvre missionnaire créée par un pasteur alsacien témoin du génocide arménien, Paul Berron.



Les guerres ne détruisent pas seulement les vies et les villes ; elles ravagent les mémoires. Elles effacent les patrimoines, les cultures. Elles redessinent les contours de l'histoire des peuples. Parler de Syrie aujourd'hui, c'est évoquer un pays exsangue où la guerre est tout sauf finie ; parler du Liban, c'est évoquer la chute vertigineuse de toute une société, emportée dans une crise sans fin... Dans tous ces pays, les chrétiens, minoritaires, sont parmi les communautés les plus fragiles, les plus exposées. Que l'on regarde à l'est de la Méditerranée et les chrétiens semblent être, soit oubliés, soit confinés au rôle de victimes. On finirait par oublier que c'est précisément là que le christianisme est né ; que quittant le berceau de Jérusalem, il a atteint aussitôt la Syrie. C'est sur la route de Damas que Paul fut aveuglé par la révélation de Christ... Le christianisme s'est ainsi diffusé dans tout le Proche-Orient : en Égypte, au Liban, en Jordanie, en Irak.

Et si les chrétiens d'Orient ont été souvent victimes de discriminations et de violences, ils représentent encore

aujourd'hui des communautés vivantes et dont la présence aide au vivre ensemble. Or au début du XXème siècle, au Moyen-Orient, un habitant sur quatre était chrétien ; ils ne sont plus désormais que 11 millions parmi 320 millions de musulmans (soit un sur 30), partout contraints de chercher la protection des pouvoirs en place pour continuer à exister. Et au sein de cette minorité, les Églises protestantes, avec lesquelles l'Action Chrétienne en Orient (ACO) est en lien, représentent elles-mêmes un tout petit nombre. « Pour autant, souligne l'ACO, les Églises protestantes que nous soutenons au Moyen-Orient rayonnent par leur témoignage vécu au nom de l'Évangile, par leurs œuvres éducatives et sociales, par leurs convictions pacifiques et critiques, par leur souci des relations œcuméniques entre Églises, par leur dialogue avec l'Islam et les minorités religieuses de la région. »

1922 – 2022 : d'une ère de crises à l'autre

Étrangement, c'est donc dans un contexte bien proche de celui qui existait lors de sa création, en 1922, qu'est célébré en cette année 2022 le centième anniversaire de l'ACO. Comme en 1922, le Proche-Orient est en ébullition, victime de crises conjuguant guerres civiles, bouleversements politiques et pandémie de Covid-19. Les réfugiés de Syrie, déjà indésirables en Europe, sont de plus en plus mal accueillis au Liban, en Turquie et en Jordanie.



Syrie : la renaissance de la paroisse de Kharaba © ACO

Il est vrai que depuis son origine, l'Action Chrétienne en Orient est marquée par l'aide d'urgence. À sa création, elle avait pour but de secourir les populations arméniennes victimes des exactions turques. Son fondateur, le pasteur Paul Berron, décrit dans « Souvenirs des jours sombres » (L'Harmattan) ce qu'il a vu et vécu à partir de 1916 au contact de ces réfugiés, tout en dénonçant la « politique d'extermination » alors mise en œuvre par les autorités turques. Alsacien, donc citoyen allemand avant la Première Guerre mondiale, il avait été envoyé comme aumônier en Syrie et dans la région pour établir et superviser des foyers du soldat. La guerre finie et l'Alsace réintégrée à la France, ce même pasteur Berron, devenu de fait citoyen français, put ainsi passer outre l'interdiction qui frappait les œuvres missionnaires allemandes et créa l'Action Chrétienne en Orient.

Elle vit officiellement le jour le 6 décembre 1922, lors d'une Assemblée Générale fondatrice qui réunissait 23 membres des Églises protestantes d'Alsace. L'ACO à peine née envoya

aussitôt ses premières missionnaires, Hedwige Büll et Alice Humber-Droz, à Alep pour apporter une aide humanitaire, mais aussi spirituelle aux Arméniens survivants du génocide et réfugiés dans de vastes camps aux portes de la ville, dans cette Syrie que la Société des Nations avait confiée à la France pour la mener à l'indépendance. L'appel à l'aide d'un évangéliste arménien relayé par le premier bulletin de l'ACO donne une idée de l'ampleur de la crise humanitaire dans ces camps : « 300 familles viennent d'arriver. Il ne leur reste presque plus rien après leur long voyage. Alep et la campagne syrienne voient le spectacle émouvant de ces pauvres gens qui affluent. Nous sommes submergés de travail. » Rapidement, d'autres missionnaires rejoignirent les deux envoyées de l'ACO, qui embaucha aussi des collaborateurs locaux. Et en France même, l'ACO fut bientôt sollicitée pour venir en aide aux Arméniens réfugiés, particulièrement nombreux à Marseille et regroupés aussi dans des camps. D'où des relations tissées avec les communautés évangéliques arméniennes, qui devaient durer des années.

Le choc de la Deuxième Guerre mondiale et de la décolonisation

En 1939, l'ACO gérait ainsi douze missionnaires au Proche-Orient et finançait onze postes en France. Grâce aux paroisses protestantes alsaciennes, mais aussi grâce à des comités néerlandais et suisses, l'ACO a rapidement étendu son œuvre et touché aussi bien les personnes de culture arménienne que de langue arabe et assyrienne, en Syrie mais également au Liban puis plus tard en Iran. En conjuguant toujours action humanitaire et témoignage de l'Évangile.



Méconnu, mais actif : le synode d'Iran regroupe les différentes communautés issues de la mission presbytérienne, avec plusieurs paroisses à Téhéran, ainsi que dans plusieurs villes du Nord-Ouest comme Ourmia © Albert Huber pour l'ACO

La Deuxième Guerre mondiale, puis la décolonisation devaient marquer un changement d'ère et forcer l'ACO à s'adapter. De nombreux missionnaires durent quitter la région. L'ACO poursuivit le financement de son centre à Alep et des paroisses en Mésopotamie. Les bâtiments d'Alep furent remis entre les mains de l'Union des Églises Évangéliques Arméniennes au Proche-Orient. Les propriétés immobilières des Églises Assyriennes et Arabes en Mésopotamie furent inscrites au nom du Synode Arabe. Les missionnaires de l'ACO étaient désormais surtout présents au Liban.

Autant de changements qui annonçaient une mue plus profonde. Mais l'ACO y était préparée : à la différence de la plupart des organisations missionnaires de l'époque, l'ACO n'était pas une mission nationale, mais son organisation, ses fonds, ses partisans, les membres de son conseil d'administration et ses

missionnaires provenaient de divers pays européens. Si elle était née en France, au sein des Églises protestantes alsaciennes, d'autres pays y étaient actifs comme la Suisse et les Pays-Bas ; et des soutiens et des missionnaires provenaient d'Estonie, d'Allemagne, du Royaume-Uni... Il fallut toutefois attendre 1995 pour que la mue se concrétise, et que l'ACO devienne une organisation internationale, s'inspirant en cela de l'exemple de la Cevaa (communauté d'Églises en mission, issue, comme le Défap, de la Société des Missions Évangéliques de Paris). L'ACO devint ainsi l'ACO-Fellowship, une Communion d'Églises et d'organismes missionnaires.

Aujourd'hui, grâce à de nombreux partenariats, l'ACO soutient des projets très variés dans les domaines de l'éducation, du social, de la santé, de la solidarité en contexte de crise, de la résolution des conflits, de la formation théologique, de la vie d'Église au sein de communautés locales. Et parmi ces partenariats, il y a le Défap. Au cours des dernières années, l'ACO a eu l'occasion de collaborer de manière quasi quotidienne avec le Service Protestant de Mission, notamment pour l'envoi de volontaires, au Liban, en Égypte...



Soutien à des migrants chrétiens aux Pays-Bas avec l'organisme

Centenaire de l'ACO : le programme des célébrations

Rencontres à Strasbourg et Paris en présence d'invités de l'ACO-fellowship venus de différents pays, exposition itinérante et en ligne, publication d'un cycle de conférences : voici ce qu'a préparé pour célébrer son centenaire l'Action Chrétienne en Orient, l'un des proches partenaires du Défap spécialisé dans les relations avec les communautés chrétiennes de pays comme le Liban, l'Iran, l'Irak ou la Syrie. Ce mois d'octobre sera marqué par une série d'événements, en attendant un camp de jeunes international prévu pour l'été 2023, et une rencontre du Centenaire à Alep en octobre 2023.



Mathieu Busch, directeur de l'ACO, lors d'une animation missionnaire dans une paroisse de l'UEPAL © ACO

1) Octobre 2022 : les événements du Centenaire à Strasbourg et Paris

Des délégations des membres de l'ACO viendront de différents pays : Liban, Syrie, Iran, Égypte, Suisse, Pays-Bas, États-Unis.

Des Églises, institutions et organismes missionnaires protestants français seront représentés.

La rencontre est conçue comme un temps de partage avec le plus grand nombre (les interventions en anglais seront traduites).

A) Programme à Strasbourg

Entrée libre à tous les événements.

Samedi 1er octobre en l'église du Temple Neuf (place du Temple Neuf, centre de Strasbourg) :

- 14h-14h45 Ouverture officielle

- 15-16h15 Choix entre deux tables rondes :
 - « Espérer en temps de crise » avec Hadi Ghanous, pasteur au Liban et en Syrie
 - « L'Eglise d'Iran en exil » avec Hendrik Shanazarian, pasteur exilé aux Etats-Unis
- 16h30-17h45 Choix entre deux tables rondes :
 - « Le travail humanitaire des Eglises du Proche-Orient » avec Wilbert van Saane, professeur de théologie à Beyrouth
 - « L'impact des crises du Proche-Orient sur la situation des femmes » avec Mona Kiwan, médecin-épidémiologiste pour les Nations Unies
- 20h30-21h30 Concert au Temple Neuf : « Entre Orient et Occident » (entrée libre, plateau à la sortie)

Dimanche 2 Octobre à 10h : Culte du Centenaire en l'église protestante St-Pierre-le-Jeune (place St-Pierre-le-Jeune, centre de Strasbourg)

B) Programme à Paris

La délégation internationale rencontrera différents acteurs du protestantisme : Fédération Protestante de France, Défap, Institut Protestant de Théologie... L'ACO Fellowship tiendra également son assemblée générale. Deux moments sont proposés à tout public :

1) Une table-ronde le jeudi 6 octobre, à 19h30, à la paroisse de l'Oratoire du Louvre (EPUDF) :

Cette rencontre est organisée en collaboration avec le journal Réforme et a pour titre : « **Rencontre avec deux pasteurs témoins des crises du Proche-Orient** ». En présence de Salam Hanna, pasteur à Lattaquié en Syrie, et de Sebouh Terzian, directeur du CAHL (maison de retraite et de soins) à Bourj Hammoud, près de Beyrouth au Liban.

2) Dimanche 9 octobre, 11h, culte national de l'UEEAF (Union des Eglises Evangéliques Arméniennes de France) à Issy-les-

Moulineaux

Culte en présence de la délégation de l'ACO, en l'église évangélique arménienne d'Issy-les-Moulineaux, 28 avenue Bourgain.

2) L'exposition du Centenaire « Mémoires d'Espérance »

L'exposition a pour objectif de faire découvrir l'histoire, l'originalité et l'actualité de l'Action Chrétienne en Orient. Elle existe sous plusieurs formats :

9 • Nos projets aujourd'hui

Nos projets aujourd'hui

Une trentaine de projets sont soutenus chaque année par l'Action Chrétienne en Orient. Ils s'inscrivent tous dans des partenariats construits dans la durée et établis sur des relations de confiance nourries par des visites sur le terrain et des échanges réguliers.



Conférence internationale des partenaires du Synode Arabe pour les actions de solidarité en Syrie



Une part importante des projets est naturellement portée dans le cadre de l'ACO Fellowship où la collaboration sur un pied d'égalité entre les six partenaires permet de soutenir ensemble l'essentiel des actions menées en Syrie, au Liban et en Iran.

Ce sont les partenaires orientaux qui présentent les projets et les mettent en œuvre sur le terrain.

Pasteurs libanais et syriens



Un aperçu de la version en ligne de l'exposition © ACO

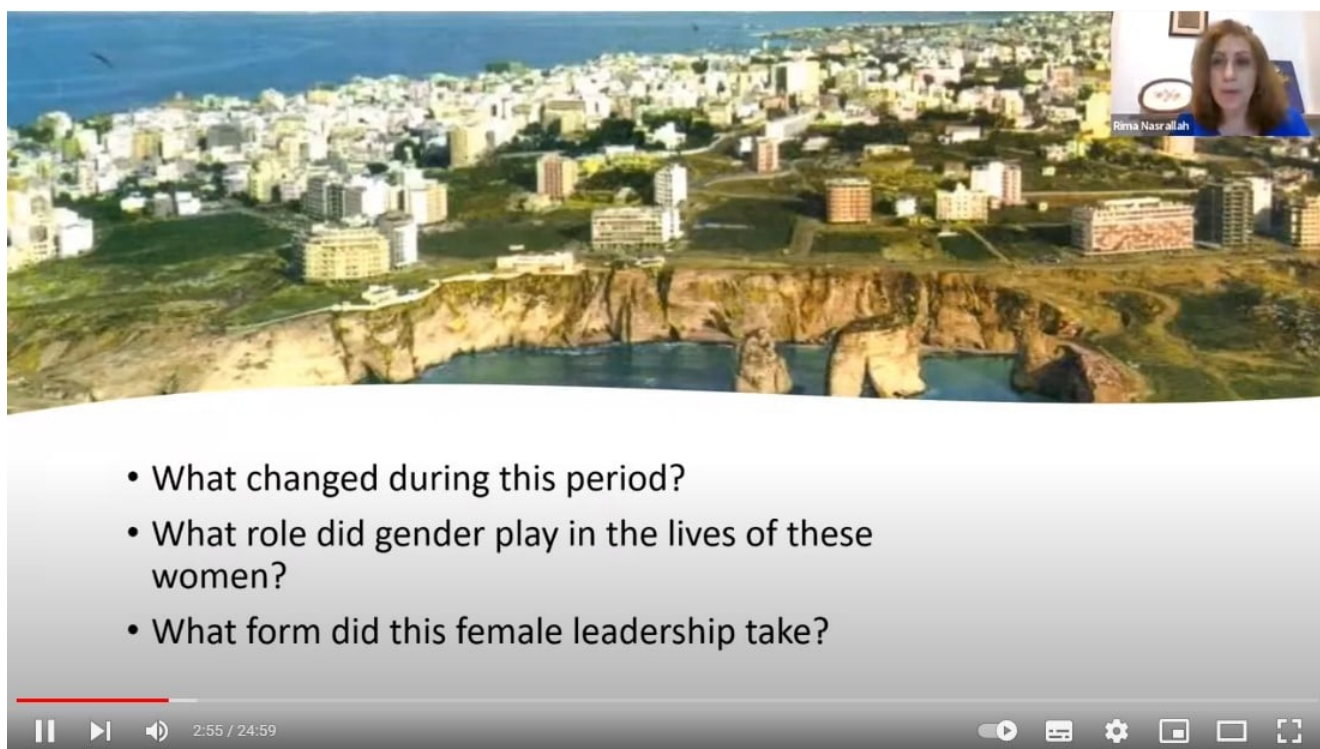
1) 12 panneaux « roll-up » (2 mètres de hauteur, 1 mètre de largeur). Elle est empruntable en paroisse ou dans des lieux d'Eglise et peut servir d'outil d'animation missionnaire.

L'exposition se trouve au siège de l'ACO à Strasbourg et ne

peut être transportée qu'à l'aide d'un véhicule (pas d'envoi par la poste). Elle est généralement utilisée en Alsace et en Moselle. N'hésitez pas à contacter le secrétariat de l'ACO pour toute demande.

2) L'exposition est disponible également en ligne sur le site de l'ACO, en 11 chapitres : [rendez-vous sur cette page](#). Elle existe aussi en anglais : [ACO Centenary Exhibition in English here !](#)

3) Les conférences organisées par l'Université Haigazian de Beyrouth, les 28 et 29 janvier 2021.



Un aperçu des enregistrements des conférences disponibles en ligne © ACO

Les conférences ont porté sur les missions européennes et les Eglises protestantes au Moyen-Orient au XXème siècle. Elles ont été délivrées en visioconférence et en anglais. Vous pouvez les revoir [en allant sur la page suivante](#). La revue *Transformation* ([Oxford Centre for Mission Studies](#)) a [publié ces contributions en 2022](#).

4) Un camp de jeunes international est prévu pour l'été 2023.

Ce camp pour jeunes adultes réunira des libanais, syriens, iraniens, suisses, néerlandais et français.

5) Une rencontre du Centenaire à Alep en octobre 2023 : en préparation !

Centenaire de l'ACO : «La mission de l'Église, c'est d'espérer au milieu des crises»

Jusqu'au début du mois d'octobre, qui marquera une série d'événements organisés dans le cadre du centenaire de l'Action Chrétienne en Orient, le site du Défap revient à travers une série d'articles sur l'odyssée à la fois humaine et spirituelle de cet organisme missionnaire qui fait le lien entre chrétiens d'Occident et chrétiens d'Orient. En dépit des crises, des guerres, des distances géographiques et culturelles, il y a toujours moyen de se comprendre et de poursuivre cette odyssée commune, inaugurée en 1922 par Paul Berron. Cette semaine, entretien avec Mathieu Busch, directeur de l'ACO depuis 2018 et secrétaire général de l'ACO Fellowship, la structure internationale de l'ACO qui réunit six partenaires européens et orientaux.



Mathieu Busch, directeur de l'ACO depuis 2018 et secrétaire général de l'ACO Fellowship © ACO

Guerres et déportations, éloignement géographique et culturel, tentatives d'instrumentalisation des minorités par diverses grandes puissances : les relations entre chrétiens européens et orientaux se heurtent depuis toujours à des obstacles puissants. C'était déjà le cas à la naissance de l'ACO, lorsque le pasteur Paul Berron a voulu agir face aux persécutions touchant les Arméniens de l'empire ottoman. Ça l'est encore aujourd'hui... Comment l'Action Chrétienne en Orient parvient-elle à éviter ces écueils ?

Mathieu Busch : Il est vrai que ce qui concerne les relations avec les chrétiens d'Orient s'inscrit toujours dans un contexte qui peut devenir facilement très politisé, et que ces relations courent fréquemment le risque d'être instrumentalisées. Il y a un véritable jeu politique autour du sort des chrétiens d'Orient, qui seront facilement présentés comme une minorité en butte aux persécutions. Et selon les

pays, on sera tenté de choisir « ses » victimes à défendre : du côté français par exemple, il existe des liens très forts entre les missionnaires catholiques et certaines Églises orientales rattachées au catholicisme, comme les chaldéens. Ce qui explique que la France, fille aînée de l'Église (et en dépit de sa laïcité affirmée) ait toujours à cœur de défendre ces minorités. Côté russe en revanche, c'est plutôt le sort des Églises orthodoxes qui suscitera la mobilisation. Et au-delà de ces préférences culturelles en fonction des pays, il y a aussi des organismes missionnaires qui sont tentés de rester dans le discours de victimisation. Mais il faut bien être conscient que si l'on choisit d'assigner aux chrétiens d'Orient ce statut de victime, on les condamne à rester victimes : on ne pourra pas en sortir. Soyons conscients tout de même que dans les pays dont il est question – Liban, Syrie, Iran – c'est l'ensemble de la population qui subit régulièrement des catastrophes : ça ne concerne pas les seuls chrétiens. Et ce que subissent les chrétiens libanais ou syriens est plus souvent dû à leur nationalité qu'à leur religion.

L'avantage au sein de l'Action Chrétienne en Orient, c'est qu'il s'agit d'une petite organisation : nous avons la chance de nous connaître personnellement. Le fait que des protestants de France, minoritaires dans leur pays, entretiennent ainsi des relations avec des protestants d'Orient, eux-mêmes minoritaires parmi les chrétiens de Syrie ou du Liban, permet de s'affranchir quelque peu des tensions de ces jeux géopolitiques. On peut se permettre d'avoir des relations fraternelles, très proches. On connaît chaque délégué des différentes Églises du Proche-Orient. En outre, il existe une entité internationale autour de l'ACO – l'ACO-fellowship, qui regroupe une demi-douzaine de partenaires liés à l'Action Chrétienne en Orient, au sein de laquelle tous les organismes siègent sur un pied d'égalité. C'est un aspect important : ce terme de « fellowship » n'a pas été choisi au hasard, il renvoie aussi bien à la dimension communautaire qu'à la

fraternité humaine (un « fellow », en anglais, c'est un ami, un compagnon).

Alors, bien sûr, on ne peut s'affranchir complètement de ce contexte politique chargé ; mais on peut facilement en faire abstraction pour mener des projets en commun. Même si l'on sait qu'un protestant français et un protestant syrien auront probablement des points de vue très différents sur la guerre en Syrie, il reste toujours possible d'en discuter, d'entendre le point de vue de l'autre et surtout, de rester unis dans une dimension communautaire, par des prières, des cultes, des projets de solidarité.

Justement, parlons de ces projets...

Ils sont très variés et touchent différents domaines : du social, du paroissial (il peut s'agir d'aider à construire des bâtiments paroissiaux, par exemple) ; de la formation (notamment théologique, mais pas seulement) ; de l'éducation, du sanitaire, de l'humanitaire... L'ACO permet aussi des échanges de groupes de jeunes ou d'adultes. À travers toute cette diversité, on peut voir que l'ACO s'implique à la fois dans des projets qui touchent directement à la vie des Églises, et à travers des projets destinés à aider des populations dans le besoin. Et ces deux aspects sont importants : il est bien sûr crucial de répondre aux besoins les plus criants dans des situations de conflit ou de crise humanitaire. Pour cela, l'ACO s'implique dans des projets d'aide d'urgence, ou bien dans des institutions sociales et éducatives où tout le monde sera accueilli sans distinction de religion. Mais l'Église ne doit pas se résoudre à être seulement une ONG, même si la diaconie est très importante. Il est important pour l'ACO d'aider ces Églises à survivre en tant que communautés, à rester dans l'espérance ; et il est important que la diaconie soit aussi une forme de témoignage, qui permette à l'Église de continuer à rayonner dans la société.

Ces divers projets que l'ACO accompagne viennent de nos partenaires. Ils sont nés des situations de crise que connaissent les divers pays avec lesquels nous sommes en lien, mais sont aussi le reflet de la manière d'être Église ensemble de nos divers partenaires, de leur théologie... Il y a donc des projets spécifiquement d'aide sociale ou humanitaire, mais aussi des sessions de formation théologique (portant sur des thèmes comme : comment être Église dans un contexte minoritaire, par exemple) ; des temps de retraite, des temps de formation – autant de choses qui sont aussi essentielles à la respiration et à la vie de l'Église.



A Mashta el-Helou en Syrie, en 2019 : les membres de l'ACO Fellowship visitent la diaspora protestante syrienne évacuée dans la région pour se mettre à l'abri des zones en guerre. © ACO

Quel avenir envisager pour les chrétiens d'Orient, qui de crise en guerre, sont de moins en moins nombreux ?

C'est une question qui m'est posée très régulièrement. Aussi, plutôt que d'y répondre moi-même, je voudrais relayer ce que, eux, répondent : « si on ne se focalise que sur notre survie

immédiate, et pas sur des actions porteuses d'espérance, on est déjà mort ». Dans les diverses crises qu'ils traversent, les partenaires de l'ACO ne voient pas de solution humaine. Il n'y a aucun horizon donné par les divers gouvernements, qui sont eux-mêmes soumis à la corruption, au clientélisme, voire même qui peuvent s'inscrire (c'est le cas en Iran) dans un système plus ou moins totalitaire où toutes les institutions normales se retrouvent doublées par des institutions occultes liées au régime en place. Mais quand on ne peut pas être, à vue humaine, acteur du changement global, cela n'empêche pas d'avoir des actions qui aient du sens et soient porteuses d'espérance. Leur vision, c'est de vivre leur vie d'Église, en s'appuyant sur leur espérance en Dieu, et en se disant que Dieu les appelle à agir dans les situations auxquelles ils sont confrontés. Dans cette perspective, beaucoup de grands récits bibliques sont très parlants pour eux : tous ces passages de la mort à la vie, du désespoir à l'espérance, leur parlent beaucoup. La Bible est aussi un livre qui a été écrit à travers des crises, et dont de nombreux passages répondent à des situations de crise.

La mission de l'Église, c'est d'espérer au milieu des crises ; et si nous ne voyons pas de solution qui se dessine à notre niveau, nous sommes néanmoins appelés à être dans l'action ; à « espérer contre toute espérance ». Et cette espérance, elle doit se vivre aussi dans les relations qu'on met en place, dans la vie communautaire, dans le partage de la parole.

Quel sens donner aux célébrations du centenaire de l'ACO dans ce contexte ?

C'est tout d'abord un temps de reconnaissance pour tout ce qui a été vécu et accompli pendant un siècle. C'était une demande forte exprimée par nos partenaires. On ne mesure pas toujours très bien en France l'impact qu'a eu l'action de l'ACO, par exemple, auprès de la communauté arménienne, et le souvenir chargé d'émotion qui en perdure encore aujourd'hui. Il y a une reconnaissance qui s'est transmise au fil des générations dans

la communauté arménienne, et l'on peut encore aujourd'hui, à travers l'ACO, rencontrer des descendants d'Arméniens déportés qui nous tiennent des discours très touchants, en nous disant : « Nos grands-parents ont pu survivre grâce à l'ACO, vous avez contribué à ce que nous puissions reconstruire nos vie... » Aujourd'hui bien sûr, cette question de l'aide et de l'accueil des réfugiés est toujours bien présente au sein de l'ACO, mais elle a pris d'autres formes.

Ensuite, ce centenaire, c'est bien sûr une manière de faire davantage connaître l'ACO ; non seulement son histoire, mais aussi ses actions et ses projets. Les célébrations comportant ces deux volets, l'un rétrospectif (avec une série de conférences sur l'histoire de l'ACO, qui ont eu lieu début 2021 ; avec [une exposition](#)) et l'autre plus tourné vers le présent et l'avenir, avec une série de tables rondes, et un numéro de notre revue, [Le Levant – Morgenland](#), consacré aux enjeux que connaît ou va connaître la région du Proche-Orient. Ce centenaire, c'est donc aussi l'occasion de dire ce qu'est l'ACO aujourd'hui, et ce que l'on peut espérer pour demain.

Finalement, le mot clé de ce centenaire, c'est l'espérance. C'est d'ailleurs ce qui a présidé au choix du titre de notre numéro du *Levant* : *Un avenir d'espérance*. L'espérance, c'est ce qui nous anime quand nous nous retrouvons entre chrétiens de différents pays au sein de l'ACO : les gens sont toujours heureux d'être ainsi ensemble, même s'ils viennent de régions du monde qui connaissent des situations terribles, parce qu'ils partagent des choses essentielles. Quand on ne fait que décrire les crises, on se retrouve plombé, incapable d'agir. L'espérance, c'est ce qui permet d'éviter le fatalisme.

Et quelles sont vos relations avec le Défap ?

Des relations d'une grande proximité. Une coopération transparente, fraternelle. Elle se focalise surtout sur les questions liées aux envois de personnes. D'ailleurs, je fais précisément partie de la CEP (la Commission échange de

personnes) du Défap. Nous apprécions aussi beaucoup la formation au départ dispensée par le Défap, la manière dont est assuré le suivi des envoyés : le Défap est ainsi un vis-à-vis important de l'ACO pour l'envoi de personnes en Égypte. Nous travaillons aussi en ce moment à la possibilité d'accueillir en France un groupe d'Égyptiennes venues du Caire. Nous avons d'ailleurs aussi des relations très proches avec [DM](#) en Suisse, qui [consacre sa campagne d'automne à l'ACO](#). Dans le monde missionnaire protestant francophone, nous avons tous besoin d'être dans la proximité et l'échange de bonnes pratiques.

Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez

Centenaire de l'ACO : rendez-vous début octobre à Strasbourg et Paris

Rencontres et tables rondes, concert et cultes rythmeront début octobre les célébrations du centenaire de l'Action Chrétienne en Orient : tant à Strasbourg qu'à Paris, elles seront ouvertes à tous, afin de permettre au plus grand nombre de mieux connaître cette œuvre missionnaire qui, depuis 1922, construit des ponts entre les Églises protestantes de France et du Proche-Orient.



Image de l'exposition réalisée pour les 100 ans de l'Action Chrétienne en Orient © ACO

Garder le passé présent à l'esprit, tout en ayant les yeux tournés vers l'avenir : c'est le défi des célébrations du centenaire de l'ACO, l'Action Chrétienne en Orient, œuvre missionnaire née au sein des Églises protestantes de l'Est de la France et qui entretient, depuis 1922, des liens à la fois spirituels et de soutien matériel avec les chrétiens d'Orient. Cette volonté d'inscrire cet anniversaire dans le temps long est visible tout d'abord à travers sa publication annuelle, *Le Levant – Morgenland*, dont le numéro 110, titré *Mémoires d'espérance*, revenait sur l'odyssée de l'ACO depuis sa création, tandis que le numéro 111, titré *Un avenir d'espérance*, envisage les évolutions et les défis auxquels seront confrontés au cours des prochaines années ses partenaires orientaux. Autre particularité de cet anniversaire, il s'étale sur trois ans, avec des événements prenant place aussi bien en Europe qu'au Moyen-Orient.

Pour ce mois d'octobre 2022, les célébrations auront lieu successivement à Strasbourg et à Paris. Les 1er et 2 octobre, rendez-vous le samedi à l'église du Temple Neuf à Strasbourg,

pour des tables rondes et un concert. Des délégations des membres de l'ACO de différents pays (Liban, Syrie, Iran, Égypte, Suisse, Pays-Bas, États-Unis) seront présentes pour ces rencontres ouvertes à tous. Le dimanche, rendez-vous à l'église protestante St-Pierre-le-Jeune pour participer au culte du Centenaire. Puis, à partir du 4 octobre, les célébrations se déplaceront à Paris : les invités de l'ACO seront tout d'abord reçus au Défap et y rencontreront toute l'équipe. Une table-ronde est ensuite programmée le jeudi 6 octobre, à 19h30, à la paroisse de l'Oratoire du Louvre ; et le dimanche 9 octobre, à 11h, la délégation de l'ACO assistera au culte national de l'UEEAF (Union des Églises Évangéliques Arméniennes de France) à l'église évangélique arménienne d'Issy-les-Moulineaux.

Avant cela, l'ACO avait déjà organisé, début 2021, [une série de conférences à distance](#) avec l'Université Haigazian de Beyrouth, portant sur les missions européennes et les Églises protestantes au Moyen-Orient au XXème siècle. Et pour l'année 2023 sont prévus un camp international de jeunes ainsi qu'une rencontre du Centenaire à Alep. Pour en savoir plus sur ce qui a été mis en place à l'occasion de cet anniversaire, vous pouvez vous référer à l'encadré en bas de cet article. Et au cours des prochaines semaines, le site du Défap aura l'occasion de vous en dire davantage, notamment en faisant le point sur le programme des célébrations et en donnant la parole à des membres de l'ACO.

Minoritaires au sein de la minorité chrétienne



Les membres du comité exécutif de l'ACO Fellowship (réseau international constitué autour de l'ACO) en 2011 au Liban. © ACO

Les chrétiens d'Orient ont été souvent victimes de discriminations et de violences, mais ils représentent encore aujourd'hui des communautés vivantes et dont la présence aide au vivre ensemble. Or au début du XXème siècle, au Moyen-Orient, un habitant sur quatre était chrétien ; ils ne sont plus désormais que 11 millions parmi 320 millions de musulmans (soit un sur 30), partout minoritaires et contraints de chercher la protection des pouvoirs en place pour continuer à exister. Et au sein de cette minorité, les Églises protestantes, avec lesquelles l'ACO est en lien, représentent elles-mêmes un tout petit nombre. « Minoritaires au sein de la minorité chrétienne composée d'Églises traditionnelles orientales, orthodoxes et catholiques », souligne l'ACO, « leur environnement est marqué par l'Islam avec ses différents courants théologiques et ses résonances sociales et politiques. Leur contexte est celui d'une région du monde secouée par des crises géopolitiques aux enjeux divers et

complexes, où les puissances régionales et occidentales confrontent leurs intérêts. Pour autant les Églises protestantes que nous soutenons au Moyen-Orient rayonnent par leur témoignage vécu au nom de l'Évangile, par leurs œuvres éducatives et sociales, par leurs convictions pacifiques et critiques, par leur souci des relations œcuméniques entre Églises, par leur dialogue avec l'Islam et les minorités religieuses de la région ».



L'école protestante du Synode Arabe à Tripoli au nord du Liban
© ACO

À sa création en 1922, l'ACO avait pour but de secourir les populations arméniennes victimes des exactions turques. Son fondateur, le pasteur Paul Berron, décrit dans *Souvenirs des jours sombres* (L'Harmattan) ce qu'il a vu et vécu à partir de 1916 au contact de ces réfugiés, tout en dénonçant la « politique d'extermination » alors mise en œuvre par les autorités turques. Alsacien, donc citoyen allemand avant la

Première Guerre mondiale, il avait été envoyé comme aumônier en Syrie et dans la région pour établir et superviser des foyers du soldat. La guerre finie et l'Alsace réintégrée à la France, ce même pasteur Berron, devenu de fait citoyen français, put ainsi passer outre l'interdiction qui frappait les œuvres missionnaires allemandes et créa l'Action Chrétienne en Orient.

De la Syrie au Liban, puis à l'Iran

Grâce aux paroisses protestantes alsaciennes, mais aussi grâce à des comités néerlandais et suisses, l'ACO a rapidement étendu son œuvre et touché aussi bien les personnes de culture arménienne que de langue arabe et assyrienne, en Syrie mais également au Liban puis plus tard en Iran. Aujourd'hui, grâce à de nombreux partenariats, l'ACO soutient des projets très variés dans les domaines de l'éducation, du social, de la santé, de la solidarité en contexte de crise, de la résolution des conflits, de la formation théologique, de la vie d'Église au sein de communautés locales.

Parmi ces partenariats, il y a le Défap. Au cours des dernières années, l'ACO a eu l'occasion de collaborer de manière quasi quotidienne avec le Service Protestant de Mission, notamment pour l'envoi de volontaires, au Liban, en Égypte... Dans ce pays par exemple, le Défap a assuré le suivi des envoyés de l'ACO en lien avec les Églises protestantes locales, dans le cadre de la plate-forme Moyen-Orient. Il s'agissait de missions d'enseignement (soutien scolaire, apprentissage de l'expression française), mais au-delà, d'une expérimentation quotidienne du « vivre ensemble » propre à faire mentir ceux qui prêchent la violence entre les communautés. Comme le racontait une ancienne envoyée, décrivant l'école où elle travaillait : « Chrétiens et musulmans se côtoient dans le corps enseignants et chez les élèves (...) Dans cette société égyptienne fragmentée c'est, d'après moi, une bénédiction ! »

La FEP célèbre les «couloirs humanitaires»

Voilà cinq ans qu'ont été lancés les « couloirs humanitaires » en France. Un anniversaire qu'a voulu célébrer la Fédération de l'Entraide Protestante (FEP) en organisant un événement réunissant les divers acteurs impliqués : Fraternité sur Seine. Ce projet qui permet de faire venir en France des réfugiés particulièrement vulnérables depuis le Liban, par des voies légales et en évitant les « routes de la mort » comme celles qui passent par la Méditerranée, nécessite un travail en commun de nombreuses institutions protestantes : la Fédération protestante de France, la FEP, des Églises et paroisses qui accueillent et hébergent... Le Défap, pour sa part, est impliqué à travers deux envoyées, chargées du montage des dossiers au Liban.



Cela fait maintenant cinq ans que la Fédération de l'Entraide Protestante (FEP) et la Fédération protestante de France (FPF) ont lancé le protocole d'accord international appelé « couloirs humanitaires », qui vise à faciliter l'accueil sur le sol français de réfugiés d'Irak et de Syrie en provenance du Liban. À l'occasion de cet anniversaire, la FEP a souhaité remercier et mettre à l'honneur tous les acteurs de cette chaîne en les rassemblant à Paris le 25 juin pour un événement : Fraternité sur Seine. Seront ainsi réunis salariés de l'Entraide, bénévoles, hébergeurs et bénéficiaires de cet accueil pour une célébration à bord d'une péniche sur la Seine. C'est l'occasion de rappeler qu'en l'espace de ces cinq années, c'est plus de 500 personnes en situation de très haute vulnérabilité selon les critères de l'ONU qui ont été accompagnées physiquement et administrativement jusqu'en France.

Mais pourquoi parler de cet anniversaire des « couloirs humanitaires » sur une semaine consacrée aux envoyés du Défap ? Tout simplement parce que ce projet a lui aussi besoin, pour fonctionner, d'envoyés du Défap. C'est ainsi que Soledad André, chargée de mission de la FEP qui accompagne à Beyrouth les réfugiés dans le cadre de ce programme, qui aide à monter leurs dossiers et qui les accompagne dans l'avion jusqu'à leur arrivée à Roissy, est une envoyée du Défap depuis 2018, avec le statut de VSI (Volontaire de Solidarité Internationale). Elle a été rejointe l'an dernier par une autre envoyée du Défap, pour tenir compte à la fois de l'augmentation du nombre des personnes à accompagner, et des difficultés de la FCEI (la Fédération des Églises évangéliques italiennes, partenaire et porteuse du projet des « couloirs humanitaires » au Liban) à continuer le financement du projet et donc la continuité de la permanence de l'équipe à Beyrouth.

Une mobilisation exemplaire



Groupe de réfugiés au départ de Beyrouth le 15 mars 2020. Au premier plan, prenant la photo : Soledad André, envoyée du Défap pour la FEP © Soledad André pour Défap

Car, c'est là un point crucial, le projet ne bénéficie d'aucun financement public : il est porté essentiellement, tant sur le plan des fonds que sur le plan de l'organisation, par les Églises et les bénévoles qui y participent. À l'origine de cette initiative, il y a eu tout d'abord un constat : nombre de familles fuyant des pays en guerre comme l'Irak ou la Syrie se retrouvaient soit bloquées dans des camps au Liban... soit tentaient de traverser la Méditerranée, devenant ainsi la proie des réseaux de passeurs et de trafiquants d'êtres humains, risquant leur vie dans le naufrage d'embarcations surchargées. Le programme ayant servi de modèle à cette convention est ainsi né en Italie en 2016, à la suite de plusieurs drames particulièrement meurtriers qui avaient servi

d'électrochocs au sein des opinions publiques européennes : il s'agissait d'une initiative de la Communauté catholique de Sant'Egidio, dont les juristes spécialistes du droit des étrangers avaient su utiliser les textes européens pour imaginer ces « couloirs humanitaires », destinés prioritairement aux réfugiés les plus vulnérables : enfants et familles monoparentales, patients en attente de soins urgents, personnes en butte à des persécutions. Ce dispositif avait été mis en place en association avec la FCEI et avec l'Eglise vaudoise, membre de la Cevaa. Une opération rendue possible non seulement par l'engagement des Eglises qui avaient décidé de le prendre en charge, mais aussi grâce à l'appui de bénévoles et d'associations se chargeant d'accueillir les réfugiés et de les aider à s'intégrer au sein de la société italienne.

Devant le succès de cette initiative, le modèle a été repris dès l'année suivante en France, par le biais d'un protocole d'entente signé à l'Élysée et associant les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères à cinq partenaires issus du milieu des Eglises. Les réfugiés arrivant en France via ce dispositif se sont retrouvés ainsi accueillis légalement dans le réseau de la FEP et de ses partenaires locaux ; des collectifs et des hébergements pour lesquels se sont mobilisés nombre de bénévoles issus de l'Eglise protestante unie de France (EPUdF) ou de l'Union des Eglises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), deux des unions d'Eglises constitutives du Défap.

Derrière l'Ukraine, ces crises que l'on oublie

Alors que la réponse humanitaire à la guerre en Ukraine se traduit par des niveaux de financement record, nombre d'ONG craignent que cet afflux ne se fasse au détriment d'autres crises qui reçoivent peu d'attention et restent gravement sous-financées. Quelques exemples de ces crises dans lesquelles le Défap est directement impliqué : Haïti, le Liban et Madagascar.



Carte de quelques crises en cours dans le monde : l'Ukraine, le Liban, Madagascar, Haïti © DR + Défap

Nous vivons dans un monde en guerre. Les images des destructions en Ukraine ont tendance à nous le faire oublier : il y a en ce moment 25 conflits en cours de par le monde – dont plus aucun média ne se fait l'écho. Et au-delà de ces situations de conflit, bien des régions du monde continuent à avoir d'importants besoins d'aide – une aide qui connaît aujourd'hui une baisse dramatique.

De nombreux facteurs contribuent à l'afflux de dons pour l'Ukraine : l'énorme importance géopolitique que revêt l'agression de la Russie contre ce pays, ainsi que les retombées économiques de l'invasion russe ; la vitesse et l'ampleur de la crise du déplacement ; sans oublier la couverture médiatique exceptionnelle de ce conflit. Mais parallèlement, ceux qui coordonnent les efforts d'aide internationale se retrouvent confrontés à un écart croissant entre le financement et les besoins. Les États-Unis ont ainsi annoncé le 24 mars qu'ils débloquaient 1 milliard de dollars pour aider les pays d'Europe à absorber le flux des réfugiés venus d'Ukraine. Cela s'ajoute aux 1,5 milliard de dollars promis par les États donateurs pour soutenir les efforts

humanitaires en Ukraine et dans les pays voisins lors d'une conférence de financement organisée plus tôt ce mois-ci. « Il s'agit de l'une des réponses les plus rapides et les plus généreuses qu'un appel humanitaire ait jamais reçues », a estimé le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric. Mais qu'en est-il des autres crises ?

Ce biais qui affecte les États, les donateurs et les institutions internationales menace également de déséquilibrer l'aide financière promise par des donateurs privés. Or la guerre en Ukraine, au-delà de l'assèchement des dons pour des projets cruciaux, a aussi pour effet d'accroître les crises dans de nombreuses régions du monde, avec de forts risques de pénuries alimentaires. Antonio Guterres, le secrétaire général de l'ONU, a mis en garde contre le risque d'un « ouragan de famines » dans de nombreux pays, estimant qu'il est de la responsabilité des grandes puissances de désamorcer cette bombe à retardement, qui pourrait dans le cas contraire exploser dans quelques mois, quand ces pays auront épuisé leurs réserves de blé. Avec le risque d'une catastrophe humanitaire, voire de troubles sociaux.

Just asking.

Are donor states and the big international aid agencies diverting funding, personnel and resources away from emergencies in the Global South in order to respond to the Ukraine crisis? pic.twitter.com/Gim9fN1XJ3

– Jeff Crisp (@JFCrisp) [March 12, 2022](#)

Et ce qui est vrai pour les dons au niveau international l'est tout autant en France. Comme le souligne Elsa Bouneau, directrice de la Fondation du Protestantisme, une plateforme comme Solidarité Protestante a notamment pour objectif de promouvoir un certain nombre de causes que l'on dit « oubliées » parce qu'elles ne sont pas directement sous les projecteurs de l'actualité. En voici quelques-unes dans

lesquelles le Défap est directement investi, depuis de longues années, à travers des projets qui mobilisent sur place des partenaires engagées sur un temps long pour permettre un véritable accès à l'autonomie :

HAÏTI



Une classe en Haïti © Sophie Reille pour Défap

Haïti reste le pays le plus pauvre de la région Amérique latine et Caraïbes et parmi les pays les plus pauvres du monde. En 2020, Haïti avait un PIB par habitant de 2925 dollars, le plus bas de la région Amérique Latine et Caraïbes et moins d'un cinquième de la moyenne des pays de la région. Selon l'indice de développement humain de l'ONU, Haïti était classé 170ème sur 189 pays en 2020. À l'inflation, aux conflits marqués par des groupes criminels et aux catastrophes dues à des phénomènes naturels s'ajoute une instabilité politique persistante, qui s'est accrue depuis l'assassinat, le 7 juillet 2021, du président de l'époque, Jovenel Moïse.

Selon les dernières estimations du Programme Alimentaire Mondial, environ 4,5 millions d'Haïtiens, soit plus de 40% des 11 millions d'habitants du pays, souffrent de la faim.

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

- la Mission Biblique
- le Service protestant de mission – Défap
- la fondation La Cause
- le SEL (Service d'Entraide et de Liaison)
- ADRA-France
- l'Église du Nazaréen
- Réforme

Des projets sont en cours de longue date dans ce pays : soutien institutionnel à la FPH, la Fédération Protestante d'Haïti ; partenariat avec la FEPH (la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti) visant à améliorer le niveau de l'éducation – une nécessité pour que les Haïtiens puissent prendre leur destin en main ; la FEPH organise également des formations à la gestion des risques de désastre dans les écoles, pour que les élèves apprennent les gestes qui sauvent en cas de séisme. La fondation La Cause soutient des orphelinats. ADRA a permis le lancement d'opérations de reboisement, un aspect crucial pour réduire les risques dans

ce pays dont plus de 90% de la couverture végétale a disparu, ce qui se traduit par des inondations catastrophiques et des coulées de boue destructrices lors des fréquents cyclones.

Or la crise en Ukraine pourrait bientôt aggraver la sécurité alimentaire d'Haïti, car les prix mondiaux des aliments que le pays doit importer augmentent. Selon la Coordination nationale de la sécurité alimentaire, le coût mensuel du panier alimentaire minimum de base (riz, farine de blé, maïs, haricots, sucre et huile végétale) est passé de 20 à 30 dollars. Face à cette urgence humanitaire, le PAM (le Programme Alimentaire Mondial) a déclaré qu'il s'attendait à devoir aider 1,7 million de personnes cette année, après avoir dû fournir de la nourriture et d'autres aides à 1,3 million d'Haïtiens en 2021. Mais parallèlement, les États-Unis n'ont pas mis fin à leur politique d'expulsions et de rapatriements forcés d'Haïtiens, dont certains pouvaient être présents sur leur sol depuis de nombreuses années.

LIBAN



Groupe de réfugiés au départ de Beyrouth le 15 mars 2020. Au premier plan, prenant la photo : Soledad André, envoyée du Défap pour la FEP © Soledad André pour Défap

Le Liban est frappé par une dépression économique grave et prolongée, marquée par des crises à répétition : crise économique et financière, impact du COVID-19, explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020. De ces trois catastrophes, la crise économique a eu de loin l'impact négatif le plus important (et le plus persistant). Le PIB du Liban a chuté d'environ 55 milliards de dollars en 2018 à 20,5 milliards de dollars en 2021, tandis que le PIB réel par habitant a chuté de 37,1%. Une contraction aussi brutale est généralement associée à des conflits ou à des guerres. Face à ces défis colossaux, l'inaction politique persistante et l'absence d'un exécutif pleinement opérationnel menacent d'aggraver une situation socio-économique déjà sérieusement détériorée et de briser une paix sociale fragile, sans que se profile à l'horizon une sortie de crise.

Au Liban, le Défap est directement impliqué, par l'envoi de volontaires sous le statut de VSI, dans le programme des « couloirs humanitaires », directement inspiré d'un exemple italien associant la Fédération des Églises évangéliques italiennes et la communauté catholique de Sant'Egidio. Il a pour objectif l'accueil de personnes se trouvant dans les camps au Liban, indépendamment de leur appartenance religieuse ou ethnique. Il est régi par un protocole d'entente signé à l'Élysée et qui associe les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères à divers partenaires issus du milieu des Églises. Ce projet ne bénéficie d'aucun financement public : il est porté essentiellement, tant sur le plan des fonds que sur le plan de l'organisation, par les Églises et les bénévoles qui y participent. Les réfugiés arrivant en France via ce dispositif se retrouvent accueillis légalement dans le réseau de la FEP (Fédération de l'Entraide Protestante) et de ses partenaires locaux ; des collectifs et des hébergements pour lesquels se sont mobilisés nombre de bénévoles issus de l'Église protestante unie de France (EPUdF) ou de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), deux des unions d'Églises constitutives du Défap.

Or, la guerre en Ukraine menace tout autant les ressources alimentaires du Liban. Avec le Maroc et l'Égypte, c'est l'un des pays les plus dépendants du blé ukrainien et russe. La hausse du prix du pain frappe de plein fouet les plus démunis. « Le Liban a un mois et demi de réserves de blé tendre », estimé ainsi Georges Berberi, à la tête de la direction générale des céréales et de la betterave sucrière, rattachée au ministère de l'économie et du commerce. Si tout le Proche-Orient est menacé par la rupture des filières d'Ukraine et de Russie, le Liban a ses propres défis, dont le stockage, car les silos de Beyrouth ont été détruits lors des explosions survenues au port, en août 2020. Et la fonte des réserves en devises de la banque centrale, qui subventionne les importations de blé à un taux préférentiel (un dollar pour 1500 livres libanaises, quand celui-ci dépasse 24.000 livres

libanaises sur le marché noir).

MADAGASCAR



*Vue des dégâts après le passage du cyclone Batsirai au centre
Akany Fanantenana © La Cause*

Bien que disposant de ressources naturelles considérables, Madagascar a un taux de pauvreté parmi les plus élevés au monde. Le pays est classé au quatrième rang des pays avec les taux les plus élevés de malnutrition chronique, et près d'un enfant de moins de cinq ans sur deux souffre d'un retard de croissance. Environ 97% des enfants malgaches âgés de 10 ans ne peuvent pas lire et comprendre un texte court et adapté à leur âge. Et 4 enfants sur 10 abandonnent l'école primaire avant la dernière année. La pandémie de Covid-19 a en outre annulé plus d'une décennie de progrès en termes de revenu par habitant et de réduction de la pauvreté.

À Madagascar, le Défap est impliqué surtout dans des projets d'enseignement, liés à l'apprentissage du français. La

maîtrise de cette langue est en effet une condition nécessaire pour pouvoir accéder à des études supérieures – alors même que la majorité de la population ne la maîtrise pas, et qu'elle n'est pas enseignée en primaire. Dès lors, sans une bonne connaissance du français, pas d'ascension sociale possible : la pauvreté entretient la pauvreté. Au-delà de l'envoi de volontaires pour aider à l'enseignement du français dans les écoles, certains participent aussi aux programmes de formation des enseignants définis au niveau national. Le Défap est aussi en lien étroit avec des partenaires comme la fondation La Cause, qui gère divers orphelinats : certaines missions sur place sont ainsi organisées en commun.

Mais le pays est aussi soumis à des catastrophes naturelles récurrentes, dont l'aggravation d'année en année est directement imputable, selon de nombreux experts, au changement climatique : c'est le cas de la sécheresse qui a affecté quatre années d'affilée le sud de l'île, détruisant toutes les cultures et provoquant une épouvantable famine ; c'est le cas encore des cyclones, réguliers dans cette région, mais dont la fréquence et la violence s'accroît. L'un des cyclones de l'année 2022, Batsirai, a détruit à plus de 90% au début du mois de février la ville de Mananjary, au sud-est de l'île. Une ville dans laquelle La Cause soutient deux orphelinats, destinés à accueillir les enfants abandonnés, nombreux dans cette région. Le Défap est ainsi engagé avec La Cause, ADRA et les Amis du Catja, dans une opération destinée d'abord à fournir des denrées d'urgence, mais surtout à aider ces orphelinats à retrouver un fonctionnement normal.